

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Droits-humains-Consternation-et-revolte-du-G-8-face-aux-tortures-perpetrees-par-des-policiers-nationaux-sur-des-militants-politiques>

Haïti- Droits humains : Consternation et révolte du G-8, face aux tortures perpétrées par des policiers nationaux sur des militants politiques

Date de mise en ligne : dimanche 24 janvier 2016

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Groupe des huit candidats à la présidence (G-8) se dit « choqué et révolté », face aux tortures perpétrées par des policiers nationaux sur des militants haïtiens, dans un communiqué en date du mercredi 20 janvier 2016, transmis à l'agence en ligne AlterPresse.

Dans une vidéo, circulant sur les réseaux sociaux, des policiers nationaux en uniforme sont montrés en train de torturer « le militant bien connu, Johnny Charles du corridor Basya » et un autre militant politique non encore identifié, précise le G-8.

Parmi les militants politiques, sauvagement piétinés et torturés par les policiers nationaux, l'un d'entre eux a été contraint de descendre son pantalon et de compter le nombre de coups de fouets qui lui ont été administrés aux fesses.

Le bourreau (policier national) a ordonné à la victime de ne pas se laisser troubler dans le comptage des coups reçus. Sinon, il continuera à lui administrer des coups.

Cette pratique rappelle l'usage des fouets du commandeur, de l'époque esclavagiste, que le droit international des droits humains qualifie « d'actes de torture, de traitement inhumain et dégradant », souligne le G-8.

La première république noire indépendante du monde, représentant la seule révolte victorieuse d'esclaves de toute l'histoire de l'humanité, ne saurait accepter, des nouveaux colons, le retour au fouet.

Le G-8 condamne toute tentative de retour à des actes de barbarie, réduisant l'Haïtien à un état de sous-homme, et le comportement provocateur de la Police nationale d'Haïti (Pnh) poussant les manifestants, en réaction, à des actes de légitime défense.

Le G-8 exige l'identification de ce groupe de policiers nationaux, responsables de ces actes horribles qui avilissent l'uniforme, ainsi que de leurs commandants, afin de les soumettre à la justice répressive.

Il appelle à la formation d'un fond d'indemnisation en faveur de manifestants victimes d'abus, lors des mobilisations organisées par l'opposition, les lundi 18 et mardi 19 janvier 2016, à Port-au-Prince

Il réitère son appui aux manifestations populaires pacifiques, organisées un peu partout à travers le pays pour forcer l'Exécutif et le Conseil électoral provisoire (Cep) à respecter le verdict des urnes.

Deux manifestations de l'opposition, organisées dans les rues de Port-au-Prince, les lundi 18 et mardi 19 janvier 2016, pour continuer de réclamer l'annulation des élections du 24 janvier 2016, ont été dispersées violemment par la Police nationale d'Haïti (Pnh).

L'opposition politique projette d'organiser une série de démonstrations de rue, du vendredi 22 au lundi 25 janvier 2016, pour bloquer les élections viciées du 24 janvier 2016.

Les élections des 9 août et 25 octobre 2015, jugées frauduleuses, sont à l'origine de ces mouvements de rues qui

s'intensifient au jour le jour.

Dans un communiqué en date du mercredi 20 janvier 2016, le premier ministre Evans Paul a également condamné les scènes de tortures violentes, perpétrées par des policiers nationaux ,qu'il considère comme de graves violations de droits humains.

Evans Paul indique avoir ordonné de prendre des sanctions à l'encontre de tous ceux, qui sont impliqués dans ce forfait, dont les premiers éléments d'enquête ont permis de découvrir que cette situation s'était produite à l'Arcahaie (municipalité au nord de la capitale), il y a déjà plusieurs semaines.

[AlterPresse](#). P-au-P, 21 janv. 2016

[Haiti-Politique : Le G-8 invite les Haitiens à ne pas se complaire dans le triomphalisme](#)

Démission du Cep et départ de Martelly exigés par le G-8
samedi 23 janvier 2016

Communiqué du Groupe des 8

Report sine die des « élections du 24 janvier 2016 » : le G-8 salue la combativité du peuple haïtien et lui demande de rester mobilisé jusqu'à la satisfaction de ses légitimes revendications.

Le groupe des candidats à la Présidence engagés dans le processus électoral communément appelé Groupe des 8 (G-8) prend acte du report sine die des "élections" du 24 janvier 2016 par le Conseil Electoral Provisoire (CEP) croupion et scélérat de la bande à Pierre-Louis Opont.

Beaucoup de casses auraient été évitées si les responsables de l'Etat et du CEP n'avaient pas fait preuve de désinvolture, de mauvaise foi, d'irrespect pour le peuple haïtien et de soumission aveugle à une frange de l'international.

Le G-8 invite le peuple haïtien à ne pas se complaire dans le triomphalisme et à rester vigilant et mobilisé jusqu'à la satisfaction de ses principales revendications dont :

- 1) La démission de ce qui reste du CEP et les poursuites judiciaires à engager contre les corrompus ;
- 2) Le départ du président Michel Joseph Martelly et la mise en place d'un gouvernement provisoire de consensus ayant principalement pour attributions de :

Mettre en place une commission d'enquête indépendante composée de cinq membres désignés par des secteurs crédibles : Association des médias, sous la supervision de l'Association Nationale des Médias Haïtiens (ANMH) ; le secteur des droits humains, sous les auspices de la Plateforme Haïtienne pour la Défense des Droits Humains (POHDH) ; les organisations de femmes, sous la direction de Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA) ; l'Université, supervisée par le Recteur de l'Université d'État d'Haïti (UEH) et le groupe d'observateurs nationaux de l'élection, sous le contrôle de la Commission Justice et Paix (JILAP).

Cette commission devra avoir pour tâches de :

- a) approfondir l'évaluation réalisée par la Commission d'Evaluation Electorale Indépendante (CEEI) et épurer le processus de vote par l'analyse des Listes électorales partielles (LEP), des feuilles de comptage, des procès-verbaux et des plaintes déposées en vue de déterminer l'ampleur des irrégularités et des fraudes ;
- b) identifier et recommander l'exclusion du processus des bénéficiaires avérés des cas de fraudes ;
- c) réévaluer les décisions des BCED et du BCEN ;
- d) recommander au gouvernement provisoire de consensus toutes mesures jugées utiles et susceptibles de rétablir la confiance.

Cette commission devra s'acquitter de sa mission historique dans un délai n'excédant pas trente jours calendaires.

Le G-8 n'entend pas accepter et n'acceptera aucune solution cosmétique concoctée par l'oligarchie rétrograde, une frange de l'international, le pouvoir Tèt-Kale et les traditionnelles forces antidémocratiques du pays.

Le G-8 prend l'engagement formel devant le peuple haïtien de lutter contre toute forme d'opportunisme politique (Bourik travay, chwal galonnen).

Le G-8 déplore les casses enregistrées au cours de cette journée et les cas de blessés.

Le G-8 appuie les manifestations populaires pacifiques organisées un peu partout à travers le pays en vue de forcer les responsables de l'Etat à respecter le verdict des urnes.

Plus que jamais Uni et Solidaire, le G-8 renouvelle sa volonté de tout entreprendre, dans le cadre de la loi, pour faire respecter la volonté populaire.

Fait à Port-au-Prince, le 22 janvier 2016

Pour le G-8 : **Samuel MADISTIN**